

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

29 AVRIL 1966. — Arrêté royal portant le Statut du personnel de la section Sûreté de l'Etat de l'Administration de la Sûreté publique

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 29 et 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 16 mars 1964 modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 et certains autres arrêtés relatifs au statut des agents de l'Etat, notamment l'article 9;

Considérant que le caractère particulier des fonctions exercées par les membres du personnel de la Sûreté de l'Etat et les qualités spéciales qu'elles requièrent, ne permettent pas l'application intégrale à ce personnel du statut des agents de l'Etat;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale sur l'article 33;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre-Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et au Tourisme, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

TITRE I^{er}

DES AGENTS DES SERVICES EXTERIEURS

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Par dérogation au statut des agents de l'Etat, ne sont pas applicables aux membres du personnel des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat :

1^o les articles 3 à 5, 13, 15, 16 et 16bis, 18 à 21, 24 à 26, 27bis, alinéas 2 et 3, 28 à 39, 53 à 62, 69 à 71, 72, §§ 2 et 3, 73, 75, alinéa 2, 76 à 78, 80, 82 à 95bis, 102, 7^o, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat;

2^o les arrêtés qui assurent l'application de ces articles, notamment l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat.

Ces mêmes agents sont soumis aux dispositions particulières du présent arrêté.

Art. 2. Les grades et leur hiérarchie sont déterminés ainsi qu'il suit :

- 1^o commissaire en chef;
- 2^o commissaire principal de première classe;
- 3^o commissaire principal;
- 4^o commissaire;
- 5^o inspecteur principal de première classe;
- 6^o inspecteur principal;
- 7^o inspecteur.

Avant d'être admis à titre définitif en qualité d'agent de l'Etat, l'inspecteur porte le titre d'agent de la Sûreté de l'Etat.

Les agents de l'Etat cités sous les n^{os} 1 à 4 sont nommés par Nous.

Les agents de l'Etat cités sous les n^{os} 5 à 7 sont nommés par le Ministre auquel Nous avons confié ce pouvoir.

Art. 3. Il est établi pour les affectations, promotions, transferts et réaffectations une barrière entre les services extérieurs de la Sûreté de l'Etat et les autres services des administrations de l'Etat.

CHAPITRE II. — Du recrutement

Art. 4. Le grade d'inspecteur n'est accessible que par la voie du recrutement. Le grade de commissaire est accessible à la fois par la voie de la promotion et celle du recrutement. Les autres grades ne sont accessibles que par la voie de la promotion.

Art. 5. Pour être admis à un concours de recrutement, en qualité d'étranger aux services extérieurs, les candidats doivent répondre aux conditions suivantes :

- 1^o être Belge;

MINISTERIE VAN JUSTITIE

29 APRIL 1966. — Koninklijk besluit houdende het Statuut van het personeel van de sectie Veiligheid van de Staat van het Bestuur van de Openbare Veiligheid

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 29 en 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 maart 1964 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 en van sommige andere besluiten betreffende het statuut van het rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 9;

Overwegende dat de ambten die de personeelsleden van de Veiligheid van de Staat uitoefenen, eigen kenmerken vertonen en speciale hoedanigheden vergen, zodat het statuut van het rijkspersoneel niet in zijn geheel op hen kan worden toegepast;

Gelet op het advies van de algemene syndicale raad van advies over artikel 33;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister-Staatssecretaris voor het Openbaar Ambt en voor het Toerisme, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

TITEL I

PERSONEEL VAN DE BUITENDIENSTEN

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. In afwijking van het statuut van het rijkspersoneel, zijn op de personeelsleden van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat niet van toepassing :

1^o de artikelen 3 tot 5, 13, 15, 16 en 16bis, 18 tot 21, 24 tot 26, 27bis, tweede en derde lid, 28 tot 39, 53 tot 62, 69 tot 71, 72, §§ 2 en 3, 73, 75, tweede lid, 76 tot 78, 80, 82 tot 95bis, 102, 7^o, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel;

2^o de besluiten van toepassing van die artikelen, inzonderheid het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel.

Diezelfde personeelsleden vallen onder de bijzondere bepalingen van dit besluit.

Art. 2. De graden en hun hiërarchie zijn als volgt vastgesteld :

- 1^o hoofdcommissaris;
- 2^o eerstaanwendend commissaris eerste klasse;
- 3^o eerstaanwendend commissaris;
- 4^o commissaris;
- 5^o eerstaanwendend inspecteur eerste klasse;
- 6^o eerstaanwendend inspecteur;
- 7^o inspecteur.

Alvorens in vast verband als rijksambtenaar te worden toegelaten, heeft de inspecteur de titel : agent van de Veiligheid van de Staat.

De rijksambtenaren aangehaald onders nrs. 1 tot 4 worden door Ons benoemd.

De rijksambtenaren aangehaald onder nrs. 5 tot 7 worden benoemd door de Minister wie Wij daartoe bevoegdheid hebben toegekend.

Art. 3. Voor de tewerkstellingen, bevorderingen, overplaatsingen en wedertewerkstellingen worden de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat afgegrensd van de overige diensten van de rijksbesturen.

HOOFDSTUK II. — Werving

Art. 4. De graad van inspecteur kan alleen door werving worden verleend. De graad van commissaris kan én door bevordering én door werving worden verleend. De overige graden kunnen alleen door bevordering worden verleend.

Art. 5. Niet tot de buitendiensten behorende gegadigden die aan een vergelijkend wervingsexamen wensen deel te nemen, moeten aan de volgende eisen voldoen :

- 1^o Belg zijn;

2° être de conduite irréprochable;
 3° jouir des droits civils et politiques;
 4° avoir satisfait aux lois sur la milice;
 5° n'avoir pas atteint, au moment où expirent le délai d'inscription au concours, la limite d'âge fixée à 37 ans pour les candidats au grade de commissaire et à 32 ans pour les candidats au grade d'inspecteur;

6° être porteur d'un diplôme ou certificat régulièrement délivré figurant au tableau annexé à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 respectivement :

- sous le niveau 1 pour le grade de commissaire;
- sous le niveau 2 pour le grade d'inspecteur.

7° avoir été agréé comme candidat par le Ministre de la Justice après avis de l'administrateur-directeur général de la Sûreté publique;

Art. 6. Les programmes et les modalités des épreuves sont fixés par le Ministre de la Justice, avec l'accord du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions.

Art. 7. Les épreuves d'admission sont organisées par l'administrateur-directeur général de la Sûreté publique, sous le contrôle du secrétaire permanent au recrutement.

Art. 8. Le jury comprend :

- le secrétaire général du Ministère de la Justice ou son délégué;
- l'administrateur-directeur général de la Sûreté publique ou le fonctionnaire qui le remplace;
- un délégué du secrétaire permanent au recrutement;
- l'administrateur adjoint à la Sûreté de l'Etat ou son délégué.

En l'absence du secrétaire général, le jury est présidé par l'administrateur-directeur général de la Sûreté publique ou le fonctionnaire qui le remplace.

Le président du jury désigne un agent pour remplir les fonctions de secrétaire.

Art. 9. Lorsque des candidats ayant la qualité d'agent de l'Etat et des candidats étrangers aux administrations de l'Etat participent ensemble à un concours de recrutement au grade d'inspecteur de la Sûreté de l'Etat, les lauréats des deux groupes sont classés entre eux selon les prescriptions du titre II, chapitre III, de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif aux épreuves de recrutement et de carrière des agents de l'Etat, sous réserve des dispositions des lois relatives au personnel d'Afrique, coordonnées le 21 mai 1964.

En revanche, les lauréats d'un concours de recrutement et de promotion au grade de commissaire sont classés uniquement suivant le nombre de points obtenus au concours.

CHAPITRE III

Du stage et de l'admission en qualité d'agent de l'Etat

Art. 10. Les candidats classés en ordre utile sont admis au stage par l'autorité exerçant le pouvoir de nomination.

Les admissions au stage ont lieu suivant l'ordre déterminé par le classement au concours, sauf les cas de convenances personnelles des candidats.

L'arrêté d'admission mentionne la date de l'épreuve subie et la place obtenue par le candidat.

Art. 11. Les principes généraux régissant le stage ainsi que les matières à enseigner au cours du stage sont déterminés par le Ministre de la Justice.

Art. 12. Le stage est placé sous la direction de l'administrateur adjoint à la Sûreté de l'Etat.

Celui-ci arrête les programmes et les méthodes de formation et en surveille l'application.

Il est secondé dans cette tâche par le directeur de la première direction de la Sûreté de l'Etat et par le commissaire en chef.

Art. 13. La durée du stage est d'un an.

L'autorité qui exerce le pouvoir de nomination peut, sur l'avis motivé de l'administrateur-directeur général de la Sûreté publique, prolonger le stage de quatre mois au maximum lorsque des circonstances exceptionnelles rendent cette prolongation nécessaire.

S'il est suffisamment établi que le stagiaire ne satisfait pas aux exigences du service, le licenciement peut être prononcé en cours de stage par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination.

2° van onberispelijk gedrag zijn;

3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° aan de dienstplichtwetten voldaan hebben;

5° op het ogenblik dat de inschrijvingstermijn voor het vergelijkend examen verstrijkt, niet de leeftijdsgrens hebben bereikt, die bepaald is op 37 jaar voor gegadigden voor de graad van commissaris en op 32 jaar voor gegadigden voor de graad van inspecteur;

6° houder zijn van een regelmatig uitgereikt diploma of getuigschrift voorkomende op de tabel die gevoegd is bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, respectievelijk :

- onder het niveau 1 voor de graad van commissaris;
- onder niveau 2 voor de graad van inspecteur.

7° door de Minister van Justitie na advies van de administrateur-directeur-generaal van de Openbare Veiligheid als gegadigde aanvaard zijn.

Art. 6. De programma's en de modaliteiten van de examens worden door de Minister van Justitie vastgesteld met de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort.

Art. 7. De toelatingsexamens worden door de administrateur-directeur-generaal van de Openbare Veiligheid georganiseerd onder het toezicht van de vaste wervingssecretaris.

Art. 8. De examencommissie bestaat uit :

- de secretaris-generaal van het Ministerie van Justitie of zijn gemachtigde;
- de administrateur-directeur-generaal van de Openbare Veiligheid of de ambtenaar die hem vervangt;
- een gemachtigde van de vaste wervingssecretaris;
- de adjunct-administrateur bij de Veiligheid van de Staat of zijn gemachtigde.

Bij afwezigheid van de secretaris-generaal wordt de examencommissie voorgezeten door de administrateur-directeur-generaal van de Openbare Veiligheid of de ambtenaar die hem vervangt.

De voorzitter van de examencommissie wijst een ambtenaar aan om het ambt van secretaris waar te nemen.

Art. 9. Wanneer gegadigden die rijksambtenaar zijn, samen met buitenstaanders deelnemen aan een vergelijkend wervings-examen voor de graad van inspecteur van de Veiligheid van de Staat, worden de geslaagden van beide groepen onderling gerangschikt volgens de voorschriften van titel II, hoofdstuk III, van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de wervings- en loopbaanexamens van het rijkspersoneel, onder voorbehoud van de bepalingen van de wetten betreffende het personeel in Afrika, gecoördineerd op 21 mei 1964.

De geslaagden voor een vergelijkend examen voor werving in en bevordering tot de graad van commissaris worden daarentegen alleen gerangschikt volgens het aantal punten dat zij in het vergelijkend examen hebben behaald.

HOOFDSTUK III

Stage en aanstelling tot rijksambtenaar

Art. 10. De batig gerangschikte gegadigden worden tot de stage toegelaten door de benoemende overheid.

De toelatingen tot de stage hebben plaats naar de volgorde, bepaald door de rangschikking in het vergelijkend examen, behalve de gevallen waarin gegadigden persoonlijke redenen laten gelden.

Het toelatingsbesluit vermeldt de datum van het afgelegde examen en de door de gegadigde behaalde plaats.

Art. 11. De algemene beginselen inzake de stage alsook de tijdens de stage te onderwijzen vakken worden door de Minister van Justitie bepaald.

Art. 12. De stage staat onder de leiding van de adjunct-administrateur bij de Veiligheid van de Staat.

Deze bepaalt het programma en de methodes voor de opleiding en houdt toezicht op de toepassing ervan.

Hij wordt in deze taak bijgestaan door de directeur van de eerste directie van de Veiligheid van de Staat en door de hoofd-commissaris.

Art. 13. De stage duurt een jaar.

De benoemende overheid kan op het met redenen omkleed advies van de administrateur-directeur-generaal van de Openbare Veiligheid de stage met ten hoogste vier maanden verlengen wanneer uitzonderingsomstandigheden dit wettigen.

Wanneer genoegzaam vaststaat dat de stagiair niet aan de vereisten van de dienst voldoet, kan de benoemende overheid tijdens de stage beslissen om af te danken.

Art. 14. A l'issue du stage, le stagiaire jugé apte par l'administrateur-directeur général de la Sûreté publique, après avis de l'administrateur adjoint à la Sûreté de l'Etat, est nommé agent de l'Etat au grade pour lequel il s'est porté candidat.

Il est affecté à un emploi de son grade. L'administrateur-directeur général de la Sûreté publique fixe sa résidence administrative et décide ultérieurement de ses mutations dans l'intérêt du service.

Pour le calcul de son ancienneté de traitement et pour son classement, il prend rang à la date à laquelle a débuté son stage.

Le stagiaire jugé inapte peut être licencié.

Art. 15. La proposition de licenciement pendant ou en fin de stage est notifiée au stagiaire qui en fait l'objet. Celui-ci peut, dans les huit jours de la notification, introduire un recours au Ministre contre cette proposition.

Ce recours est adressé à l'administrateur-directeur général de la Sûreté publique, qui le transmet avec son rapport au conseil consultatif prévu à l'article 28.

CHAPITRE IV. — Du signalement

Art. 16. Le signalement de chaque agent est établi annuellement, selon le modèle annexé au présent arrêté, par l'administrateur-directeur général de la Sûreté publique.

Art. 17. L'administrateur-directeur général de la Sûreté publique communique à chaque agent individuellement, sous pli personnel et confidentiel, les cotations attribuées.

L'agent restitue ce document dans les huit jours après l'avoir visé en y joignant, éventuellement, ses observations.

L'administrateur-directeur général examine si celles-ci peuvent être prises en considération pour une amélioration de la cote qu'il compte transmettre au Ministre de la Justice.

S'il estime ne pas devoir faire droit à la réclamation de l'intéressé, il en fait part à celui-ci. L'agent peut, dans les huit jours de cette notification, demander à l'administrateur-directeur général que son dossier soit soumis au conseil consultatif en vue d'obtenir de ce collège la fixation définitive de sa cote.

L'agent qui demande la réunion du conseil consultatif, désigne en même temps l'agent des services extérieurs qu'il désire y voir siéger.

Art. 18. La cote définitive fixée par le conseil consultatif est communiquée immédiatement à l'intéressé par l'administrateur-directeur général de la Sûreté publique.

CHAPITRE V. — De l'avancement

Art. 19. Ne peuvent être promus par avancement de grade que les membres du personnel ayant bénéficié du signalement « bon » au cours des trois années précédant la promotion.

Art. 20. La promotion au grade de commissaire est subordonnée à la réussite du concours prévu par les articles 6, 7 et 8.

Parmi les agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat, ne sont admissibles au concours que les inspecteurs principaux de première classe, les inspecteurs principaux, et les inspecteurs ayant obtenu le certificat du cours moyen de l'école de criminologie et de police scientifique.

Art. 21. § 1^{er}. L'inspecteur porteur du certificat du cours moyen de l'école de criminologie et de police scientifique est nommé inspecteur principal après douze années d'ancienneté de grade.

Le commissaire porteur du diplôme du cours supérieur de l'école de criminologie et de police scientifique est nommé commissaire principal après huit années d'ancienneté de grade.

§ 2. Les autres promotions sont décidées sur rapport motivé de l'administrateur-directeur général de la Sûreté publique et de son adjoint à la Sûreté de l'Etat et dans les conditions suivantes :

— peut être promu au grade de commissaire principal de première classe le commissaire principal qui compte une ancienneté de grade de trois ans au moins;

— peut être promu au grade d'inspecteur principal de première classe l'inspecteur principal qui compte une ancienneté de grade de trois ans au moins.

Art. 14. Bij het einde van de stage wordt de stagiair die door de administrateur-directeur-generaal van de Openbare Veiligheid, na advies van de adjunct-administrateur bij de Veiligheid van de Staat, geschikt bevonden is, tot rijksambtenaar benoemd in de graad waarvoor hij zich kandidaat heeft gesteld.

Hem wordt een betrekking van zijn graad toegewezen. De administrateur-directeur-generaal van de Openbare Veiligheid bepaalt zijn administratieve standplaats en beslist later over zijn overplaatsingen in het belang van de dienst.

Voor de berekening van zijn anciënniteit in wedde en voor zijn rangschikking, neemt hij rang in op de dag waarop zijn stage is begonnen.

De stagiair die ongeschikt bevonden is, kan worden afgedankt.

Art. 15. Het voorstel tot afdanking gedurende of op het einde van de stage wordt ter kennis van de betrokken stagiair gebracht. Deze kan, binnen acht dagen na de kennisgeving, tegen dat voorstel beroep instellen bij de Minister.

Dat beroep wordt gericht aan de administrateur-directeur-generaal van de Openbare Veiligheid, die het, met zijn rapport, doet toekomen aan de raad van advies ingesteld in artikel 28.

HOOFDSTUK IV. — Beoordeling

Art. 16. De beoordeling van ieder ambtenaar wordt jaarlijks volgens het bij dit besluit gevoegde model vastgesteld, door de administrateur-directeur-generaal van de Openbare Veiligheid.

Art. 17. De administrateur-directeur-generaal van de Openbare Veiligheid deelt aan ieder ambtenaar, in een persoonlijke en vertrouwelijke omslag, de hem toegekende cijfers mede.

De ambtenaar zendt dit document binnen acht dagen terug na het te hebben geïnterpreteerd, en voegt er eventueel zijn opmerkingen bij.

De administrateur-directeur-generaal onderzoekt of deze opmerkingen in aanmerking genomen kunnen worden voor een verbetering van het cijfer dat hij voornemens is aan de Minister van Justitie te zenden.

Oordeelt hij niet te moeten ingaan op het bezwaar van de betrokkene, dan geeft hij hem daarvan kennis. De ambtenaar kan, binnen acht dagen na die kennisgeving, aan de administrateur-directeur-generaal vragen dat zijn dossier aan de raad van advies zal worden voorgelegd opdat deze zijn cijfer definitief vaststelt.

In zijn verzoek om bijeenroeping van de raad van advies, wijst hij meteen de ambtenaar van de buitendiensten aan die hij daarin zitting wenst te zien nemen.

Art. 18. De administrateur-directeur-generaal van de Openbare Veiligheid geeft de betrokkene onmiddellijk kennis van het door de raad van advies vastgestelde eindcijfer.

HOOFDSTUK V. — Bevordering

Art. 19. Alleen personeelsleden die in de loop van de laatste drie jaren vóór de bevordering de beoordeling « goed » gekregen hebben, kunnen door verhoging in graad bevorderd worden.

Art. 20. De bevordering tot de graad van commissaris is afhankelijk van het slagen voor het vergelijkend examen bedoeld in artikelen 6, 7 en 8.

Onder de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat kunnen alleen de eerstaanwendend inspecteurs eerste klasse, de eerstaanwendend inspecteurs en de inspecteurs die het getuigschrift van de middelbare cursus van de school voor criminologie en criminalistiek bezitten, tot het vergelijkend examen toegelaten worden.

Art. 21. § 1. De inspecteur die houder is van het getuigschrift van de middelbare cursus van de school voor criminologie en criminalistiek, wordt na twaalf jaar anciënniteit in zijn graad tot eerstaanwendend inspecteur benoemd.

De commissaris die houder is van het diploma van de hogere cursus van de school voor criminologie en criminalistiek, wordt na acht jaar anciënniteit in zijn graad tot eerstaanwendend commissaris benoemd.

§ 2. De andere bevorderingen worden beslist op een met redenen omkleed verslag van de administrateur-directeur-generaal van de Openbare Veiligheid en van zijn adjunct bij de Veiligheid van de Staat, onder de hiernavolgende voorwaarden :

— tot eerstaanwendend commissaris eerste klasse kan worden bevorderd de eerstaanwendend commissaris die ten minste drie jaar graadanciënniteit telt;

— tot eerstaanwendend inspecteur eerste klasse kan worden bevorderd de eerstaanwendend inspecteur die ten minste drie jaar graadanciënniteit telt.

§ 3. Le commissaire en chef est nommé parmi les commissaires principaux de première classe.

CHAPITRE VI. — Du régime disciplinaire

Art. 22. Toute contravention aux articles 7 à 12 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 est punie, suivant l'exigence des cas, de l'une des peines disciplinaires édictées par l'article 23 du présent arrêté sans préjudice de l'application des lois pénales.

Art. 23. Les peines disciplinaires sont :

- 1° la réprimande;
- 2° le blâme;
- 3° la retenue de traitement pendant huit jours au plus;
- 4° le déplacement disciplinaire;
- 5° la réduction de traitement; elle est appliquée mensuellement. Elle ne peut être prononcée pour une durée supérieure à un an et ne peut dépasser un cinquième de ce traitement, allocations et indemnités non comprises;
- 6° la suspension disciplinaire de six mois au plus;
- 7° la rétrogradation; elle place le membre du personnel au grade d'un ou de deux degrés inférieurs à celui dont il était titulaire;
- 8° la démission d'office;
- 9° la révocation.

Art. 24. La réprimande, le blâme, la retenue de traitement et le déplacement disciplinaire sont infligés par le Ministre de la Justice.

La réduction de traitement et la suspensions disciplinaire sont infligées par le Ministre de la Justice, après avis motivé du conseil consultatif.

La rétrogradation, la démission d'office et la révocation sont infligées par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination, après avis motivé du conseil consultatif.

Art. 25. Toute peine fait l'objet d'une proposition motivée de l'administrateur-directeur général de la Sûreté publique.

Art. 26. Sur proposition du conseil consultatif, l'autorité qui inflige une peine disciplinaire peut décider que la peine ne sera pas subie, si pendant une période qu'elle fixe et qui ne peut dépasser cinq ans, l'intéressé n'encourt pas une nouvelle peine disciplinaire, exception faite de la réprimande et du blâme.

Art. 27. Toute peine fait l'objet d'une inscription au dossier de signalement.

CHAPITRE VII. — Conseil consultatif

Art. 28. Il est institué au Ministère de la Justice un conseil consultatif des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat.

Ce conseil, placé sous la présidence du secrétaire général du Ministère de la Justice, ou de son remplaçant, se compose en outre :

- 1° de l'administrateur adjoint à la Sûreté de l'Etat ou, en cas d'empêchement, du directeur de la première direction;
- 2° d'un membre des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat, choisi par l'agent comparant et revêtu d'un grade égal au sien ou, sinon, du grade immédiatement inférieur au sien.

Il est adjoint au conseil un secrétaire désigné par l'administrateur-directeur général de la Sûreté publique; ce secrétaire assiste aux séances sans voix délibérative.

Art. 29. Le conseil est saisi par le rapport de l'administrateur-directeur général de la Sûreté publique.

L'intéressé comparait en personne devant le conseil. Il peut se faire assister soit d'un avocat, soit d'un autre défenseur qu'il choisit parmi le personnel des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat.

Le dossier est mis, sans déplacement, pendant six jours au moins avant le jour de la séance, à la disposition de l'intéressé et de son défenseur.

Le commissaire en chef fait un exposé général de l'affaire en présence du comparant et de son défenseur.

Le commissaire en chef peut se faire remplacer dans cette mission par le commissaire principal de première classe dirigeant la brigade à laquelle appartient le comparant.

§ 3. De hoofdcommissaris wordt benoemd uit de eerstaanwezende commissarissen eerste klasse.

HOOFDSTUK VI. — Tuchtregeling

Art. 22. Iedere overtreding van de artikelen 7 tot 12 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 wordt, naar de vereisten van het geval, gestraft met een van de in artikel 23 van dit besluit gestelde tuchtstraffen, onverminderd de toepassing van de strafwetten.

Art. 23. De tuchtstraffen zijn :

- 1° berisping;
- 2° blaam;
- 3° inhouding van wedde gedurende ten hoogste acht dagen;
- 4° overplaatsing bij tuchtmaatregel;
- 5° terugzetting in bezoldiging; deze wordt maandelijks toegepast. Zij mag niet voor langer dan één jaar worden uitgesproken en mag één vijfde van die wedde, toelagen en vergoedingen niet inbegrepen, niet te boven gaan;
- 6° tuchtschorsing van ten hoogste zes maanden;
- 7° terugzetting in rang; zij plaatst het personeelslid in een graad van één of twee trappen lager dan die waarvan hij titularis was;
- 8° ontslag van ambtswege;
- 9° afzetting.

Art. 24. Berisping, blaam, inhouding van wedde en overplaatsing bij tuchtmaatregel worden door de Minister van Justitie opgelegd.

Terugzetting in bezoldiging en schorsing worden, na een met redenen omkleed advies van de raad van advies, opgelegd door de Minister van Justitie.

Terugzetting in rang, ontslag van ambtswege en afzetting worden, na een met redenen omkleed advies van de raad van advies, opgelegd door de benoemende overheid.

Art. 25. Voor elke straf doet de administrateur-directeur-generaal van de Openbare Veiligheid een met redenen omkleed voorstel.

Art. 26. Op voorstel van de raad van advies kan de overheid die een tuchtstraf oplegt, beslissen dat de straf niet zal worden ondergaan als de betrokkene, gedurende een door haar vast te stellen periode van ten hoogste vijf jaar, geen nieuwe tuchtstraf oploopt, met uitzondering van de berisping en de blaam.

Art. 27. Elke straf wordt in het beoordelingsdossier opgetekend.

HOOFDSTUK VII. — Raad van advies

Art. 28. Bij het Ministerie van Justitie wordt een raad van advies van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat ingesteld.

Die raad wordt voorgezeten door de secretaris-generaal van het Ministerie van Justitie of zijn plaatsvervanger, en bestaat bovendien uit :

- 1° de adjunct-administrateur bij de Veiligheid van de Staat of, als deze verhinderd is, de directeur van de eerste directie;
- 2° een lid van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat, gekozen door de verschijnende ambtenaar en bekleeft met een graad gelijk aan de zijne of, bij gemis daarvan, met een graad onmiddellijk lager dan de zijne.

Aan de raad wordt een secretaris toegevoegd die wordt aangevoerd door de administrateur-directeur-generaal van de Openbare Veiligheid; die secretaris woont de vergadering bij maar is niet stemgerechtigd.

Art. 29. Zaken worden bij de raad aanhangig gemaakt door het verslag van de administrateur-directeur-generaal van de Openbare Veiligheid.

De betrokkene verschijnt persoonlijk voor die raad. Hij kan zich laten bijstaan door een advocaat of door een andere verdediger die hij kiest uit het personeel van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat.

Het dossier wordt, zonder verplaatsing, gedurende ten minste zes dagen vóór de dag van de zitting, ter beschikking gehouden van de betrokkene en zijn verdediger.

De hoofdcommissaris geeft een algemeen relaas van de zaak in tegenwoordigheid van de comparant en zijn verdediger.

De hoofdcommissaris kan zich in die taak laten vervangen door de eerstaanwezende commissaris eerste klasse die aan het hoofd staat van de brigade waartoe de comparant behoort.

Art. 30. Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Le président recueille les opinions individuellement, les membres du conseil opineront suivant l'ordre hiérarchique, en commençant par le grade le moins élevé.

Chaque membre doit motiver son vote, Les diverses opinions avec leurs motivations figurent dans l'avis ou le procès-verbal.

Art. 31. En matière disciplinaire, l'avis est transmis sans délai, au Ministre de la Justice.

En matière de signalement, le procès-verbal de la décision du conseil attribuant définitivement la cote est joint au rapport annuel que l'administrateur-directeur général présente au Ministre de la Justice et qui porte sur la valeur et les aptitudes des membres du personnel des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat.

En matière de stage, le conseil transmet le dossier de l'affaire avec ses propositions au Ministre de la Justice.

CHAPITRE VIII. — Disposition transitoire

Art. 32. Par mesure transitoire, pour le calcul de l'ancienneté de service en matière de congé de maladie et de mise en disponibilité des membres du personnel des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat nommés agents de l'Etat avant le 1^{er} décembre 1958, sont admissibles les services prestés à quelque titre que ce soit, sans interruption volontaire, dans les polices communales, à la police judiciaire près les parquets, au corps de la gendarmerie et à l'armée comme militaire de carrière.

Pour le calcul de l'ancienneté de grade, la règle établie à l'alinéa 1^{er} est également applicable pour autant qu'il s'agisse du grade auquel l'agent a été recruté; toutefois seuls les services prestés à partir de l'âge de 25 ans sont admissibles.

TITRE II. — DISPOSITION COMMUNE**AUX SERVICES CENTRAUX ET AUX SERVICES EXTERIEURS DE LA SURETE DE L'ETAT**

Art. 33. Toute candidature à un emploi définitif ou temporaire des services de la Sûreté de l'Etat doit être agréé par le Ministre de la Justice après avis de l'administrateur-directeur général de la Sûreté publique.

TITRE III. — DISPOSITIONS FINALES

Art. 34. Les agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat sont toujours munis d'une médaille en métal argenté, de quarante millimètres de diamètre, portant sur la face les armes du Royaume et au revers les mots « Sûreté publique — Openbare Veiligheid » ainsi que leur nom, les initiales de leurs prénoms et leur qualité.

Art. 35. Sont abrogés :

— l'arrêté du Régent du 12 mars 1949 portant le statut du personnel de la section Sûreté de l'Etat de l'Administration de la Sûreté publique, modifié par l'arrêté du Régent du 16 mars 1950 et par les arrêtés royaux des 22 avril 1952 et 14 février 1956;

— l'arrêté royal du 7 mars 1953 relatif au régime disciplinaire du personnel des services extérieurs de la section Sûreté de l'Etat de l'Administration de la Sûreté publique, modifié par les arrêtés royaux des 22 juin 1954 et 21 janvier 1958.

Art. 36. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 21, § 1^{er}, qui produit ses effets le 1^{er} janvier 1964.

Art. 37. Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre-Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et au Tourisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 avril 1966.

Art. 30. De beslissingen worden bij meerderheid van stemmen genomen.

De voorzitter vraagt ieders mening afzonderlijk; de leden van de raad geven hun mening te kennen in de hiërarchische volgorde, te beginnen met de laagste graad.

Ieder lid moet zijn stemming motiveren. De diverse meningen worden met hun motivering opgetekend in het advies of in de notulen.

Art. 31. In tuchtzaken wordt het advies onverwijld aan de Minister van Justitie gezonden.

In zaken van beoordeling wordt het proces-verbaal van de beslissing van de raad die de eindbeoordeling vaststelt, gevoegd bij het jaarverslag dat de administrateur-directeur-generaal aan de Minister van Justitie voorlegt met betrekking tot de waarde en de geschiktheid van de personeelsleden van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat.

In zaken van stage zendt de raad het dossier met zijn voorstellen aan de Minister van Justitie.

HOOFDSTUK VIII. — Overgangsbepaling

Art. 32. Bij overgangsmaatregel komen voor het berekenen van de dienstanciënniteit met het oog op ziekteverlof en beschikbaarheid van de personeelsleden van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat, die vóór 1 december 1958 tot rijksambtenaar zijn benoemd, de diensten in aanmerking die in enigerlei hoedanigheid, zonder vrijwillige onderbreking, zijn verricht in de gemeentelijke politie, in de gerechtelijke politie bij de parketten, in het rijkswachtkorps en in het leger als beroepsmilitair.

Voor het berekenen van de graadanciënniteit is de regel van het eerste lid ook van toepassing, voor zover de graad betreft waarin de ambtenaar werd aangeworven; alleen de diensten verricht vanaf de leeftijd van 25 jaar echter zijn aanrekenbaar.

TITEL II. — BEPALING GEMEEN**AAN DE CENTRALE DIENSTEN EN DE BUITENDIENSTEN VAN DE VEILIGHEID VAN DE STAAT**

Art. 33. Iedere kandidatuur voor een vaste of tijdelijke betrekking bij de diensten van de Veiligheid van de Staat moet door de Minister van Justitie aanvaard zijn, na advies van de administrateur-directeur-generaal van de Openbare Veiligheid.

TITEL III. — SLOTBEPALINGEN

Art. 34. De ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat zijn te allen tijde in het bezit van een verzilverde medaille, van veertig millimeter diameter, met op de beeldzijde het rijkswapen en op de keerzijde de woorden « Openbare Veiligheid — Sûreté publique », evenals hun naam, de beginletters van hun voornamen en hun hoedanigheid.

Art. 35. Opgeheven worden :

— het besluit van de Regent van 12 maart 1949 houdende het statuut van het personeel van de afdeling Veiligheid van de Staat van het Bestuur van de Openbare Veiligheid, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 16 maart 1950 en bij de koninklijke besluiten van 22 april 1952 en 14 februari 1956;

— het koninklijk besluit van 7 maart 1953 betreffende de tuchtregeling voor het personeel der buitendiensten van de afdeling Veiligheid van de Staat van het Bestuur van de Openbare Veiligheid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 juni 1954 en 21 januari 1958.

Art. 36. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 21, § 1, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1964.

Art. 37. Onze Minister van Justitie en Onze Minister-Staatssecretaris voor het Openbaar Ambt en voor het Toerisme, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 april 1966.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,

P. WIGNY

Le Ministre-Secrétaire d'Etat à la Fonction publique,

De Minister-Staatssecretaris voor het Openbaar Ambt,

J. PIERS

SURETE DE L'ETAT

Année

Services extérieurs

RAPPORT ANNUEL CONCERNANT :

Nom, prénoms :

Lieu et date de naissance :

Grade

En fonction à :

Signification des cotes

Très bon = 16 à 20 points

Bon = 10 à 15,9 points

Insuffisant = 5 à 9,9 points

Mauvais = 0 à 4,9 points

	Chef section	Chef brigade	Commissaire en chef	Directeur	Administrateur adjoint	Administrateur-directeur général
A. Cotations de la direction :						
Renseignement-Protctions :						
I. Aptitudes (sur 10)						
II. Manière de servir (sur 10)						
Total sur 20						
	Chef section	Chef brigade	Commissaire en chef		Administrateur adjoint	Administrateur-directeur général
B. Cotations du commissariat en chef :						
Discipline sur 20						

Signatures :

du chef de section :

du chef de brigade :

du commissaire en chef :

du directeur :

de l'administrateur adjoint :

de l'administrateur-directeur général :

Les cotes égales ou supérieures à 9 sur 10 et à 18 sur 20, ainsi que celles inférieures à 5 sur 10 ou 10 sur 20 doivent être justifiées par un rapport circonstancié annexé au présent.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 29 avril 1966 portant le statut du personnel de la section Sûreté de l'Etat de l'Administration de la Sûreté publique.

Donné à Bruxelles, le 29 avril 1966.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

P. WIGNY

Le Ministre-Secrétaire d'Etat à la Fonction publique,

J. PIERS

VEILIGHEID VAN DE STAAT

Jaar

Buitendiensten

JAARVERSLAG BETREFFENDE :

Naam, voornamen :

Plaats en datum van geboorte :

Graad :

In functie te :

Betekenis van de cijfers

Zeer goed = 16 tot 20 punten

Goed = 10 tot 15,9 punten

Onvoldoende = 5 tot 9,9 punten

Slecht = 0 tot 4,9 punten

	Sectiechef	Brigadechef	Hoofd-commissaris	Directeur	Adjunct-administrateur	Administrateur-directeur-generaal
A. Cijfers van de directie :						
Inlichting-Beschermingen :						
I. Bekwaamheid (op 10 punten)
II. Wijze van dienen (op 10 punten)
Totaal op 20
	Sectiechef	Brigadechef	Hoofdcommissaris		Adjunct-administrateur	Administrateur-directeur-generaal
B. Cijfers van de hoofdcommissaris :						
Tucht op 20

Handtekeningen :

van de sectiechef :

van de brigadechef :

van de hoofdcommissaris :

van de directeur :

van de adjunct-administrateur :

van de administrateur-directeur-generaal :

De cijfers gelijk aan of hoger dan 9 op 10 en 18 op 20, evenals die lager dan 5 op 10 of 10 op 20 moeten worden gerechtvaardigd door een bijgevoegd omstandig verslag.

Ons bekend om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 29 april 1966 houdende het statuut van het personeel van de sectie Veiligheid van de Staat van het Bestuur van de Openbare Veiligheid.

Gegeven te Brussel, 29 april 1966.

BAUDOUIN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

P. WIGNY

De Minister-Staatssecretaris voor het Openbaar Ambt,

J. PIERS